

Cérémonie de clôture de la session de formation en technique d'audit

La Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) a organisé, ce mercredi, la cérémonie de clôture de quatre sessions de formation en technique d'audit, tenues du 15 février au 31 mai 2017. Cette formation, financée la Banque mondiale, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique 2016-2024 et du plan opérationnel 2016-2021 visant à rehausser l'image de la Cour.



Plus de 200 cadres issus de différentes directions déconcentrées de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif ont pris part à cette formation. Organisée à l'intention des comptables vérificateurs, des comptables contrôleurs, ainsi que des cadres de ladite institution, cette formation a permis à ces derniers de comprendre les multiples facettes de l'audit. Ce programme de formation fait suite à un constat de déficience de la Cour qui n'avait même pas atteint 10% de ses capacités productives réelles, a déclaré le président de la Cour Jean Arielle Joseph dans son allocution, démontrant que la formation des ressources humaines est importante dans l'implémentation de cette réforme qui constitue et demeure un impératif réel du conseil. Les thématiques qui ont été abordées au cours des 90 heures de formation assidue posent les jalons nécessaires pour améliorer le fonctionnement de la CSC/CA. « L'introduction à l'audit de performance, le rôle des institutions supérieures de contrôle, les éléments communs aux différents types d'audit, l'audit de conformité, l'audit financier, les liens entre l'audit et contrôle juridictionnel, les examens, enquête et investigation », a listé le président Joseph. Plusieurs types de formation sont déjà dispensés au profit de ceux-ci en vue de renforcer leur capacité, à en croire le président. « Cette démarche fait partie d'une vision pédagogique qui veut que les missions soient bien définies et les ressources humaines bien formées et la crédibilité de la Cour garantie », dit-il, arguant qu'un manuel d'audit a été élaboré comme document de référence en matière de réalisation d'audit avec le support technique des partenaires internationaux.

De son côté, l'envoyée spéciale de la Banque mondiale en Haïti, Mary Barton-Dock, a fait savoir que la légalité de la BM s'est engagé dans le renforcement de la CSC/CA afin d'établir plus de transparence dans l'émission des audits. Mme Dock croit que cette formation est essentielle aux comptables vérificateurs, aux comptables contrôleurs et aux cadres de ladite Cour afin qu'ils puissent mieux exécuter et suivre les recommandations. Toutefois, Mary Barton-Dock dit espérer que ce séminaire permettra aux participants de respecter les règlements de la qualité d'audits et de produire les recommandations basées sur les normes internationales de l'audit interne. Pour sa part, le représentant du Premier ministre Guy Lafontant, Jean Marie Caïmite, a indiqué que cette initiative de la CSC/CA de renforcer le capital humain s'inscrit dans un contexte où le gouvernement met le cap sur la réforme de l'État clairement définie dans la feuille de route de l'OMRH. M. Caïmite dit souhaiter que les cadres aient bien profité de cette formation, car les grands défis du moment exigent un sens poussé d'innovation, de créativité et d'engagement pour atteindre l'efficacité. « Le pays attend beaucoup de vous », a-t-il fait savoir. M. Caïmite en a profité pour renouveler la volonté du gouvernement de travailler pour la consécration et le développement des institutions. Par ailleurs, le représentant des cadres-participants, Luckner Dumond, a félicité les responsables de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif, qui sont, selon lui, animés de la volonté d'améliorer le fonctionnement de cette institution. Ces séances de formation ont été aussi un espace d'échange sur les points forts et les faiblesses de la Cour, a-t-il fait remarquer. Plus loin, Luckner Dumond a remercié les formateurs, qui ont fait montre de leur expertise dans le cadre de cette formation à travers des thématiques qui étaient à la hauteur de nos ambitions professionnelles », a avancé Dumont, qui promet de mettre les connaissances acquises au service de l'administration.